



35<sup>e</sup> année

# Al-watwan

LE PREMIER JOURNAL DES COMORES.

N° 3670 du Lundi 06 Mai 2019  
Directeur de la publication : Maoulida Mbae

Visite du chef de l'Etat au Camp militaire d'Itsundzu

## Des mesures d'apaisement en perspective...

**L**e chef de l'Etat, chef suprême des armées, a visité le camp militaire d'Itsundzu samedi dernier. La cérémonie a été honorée par la présence du gouvernement, du corps diplomatique accrédité aux Comores, des gouverneurs élus de Ndzouani et de Ngazidja, des femmes, des jeunes et des notables, ainsi qu'un parterre d'officiers et de militaires. Le président fraîchement élu a lancé un appel à l'unité nationale et promet des mesures d'apaisement dans les prochains jours. «Nous devons nous unir pour faire de notre pays, un État de droit, c'est-à-dire un État où il fait bon vivre, un État où chacun reconnaît ses droits et ses devoirs. Et encore une fois, j'en appelle à mes frères politiques, mes anciens adversaires politiques d'hier pour qu'ensemble on s'unisse à cette noble tâche. Comme cela se dit partout, il faut de l'apaisement», a promis le président Azali Assoumani.

Page 3



### Nation

#### Cyclone Kenneth Le gouvernement réceptionne le don des Emirats arabes unis



La délégation de la Fondation Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, dépêchée aux Comores depuis lundi dernier, a remis officiellement les 10 tonnes de médicaments et les 70,6 tonnes de denrées alimentaires aux autorités comoriennes. La remise officielle a eu lieu au ministère des Affaires étrangères entre le secrétaire d'Etat chargé de la coopération internationale, Djoumoi Said Abdallah, et le chef de la délégation, Hamad Almazrouei. Le don est composé de 10 tonnes de médicaments et 70.6 tonnes de denrées alimentaires, destinées aux victimes du cyclone Kenneth.

Page 2

### Lire également

#### Liberté de la Presse La journée du 3 mai célébrée à Moroni

À l'instar des autres pays du monde, la presse nationale a célébré, le vendredi 03 mai, la journée internationale de la liberté de la presse sous le thème : «Le rôle des médias dans les élections et la démocratie». Comme de tradition, une marche pacifique a débuté à la place Karthala jusqu'à la place de l'Indépendance en présence tête des responsables des médias nationaux (publics et privés), des hommes et femmes de la presse.

Page 5

#### Hommage à l'ancien premier ministre Ali Mroudjaé

Al-watwan publie une Contribution du professeur Moussa Said Ahmed qui revient sur la vie et le parcours de l'ancien premier ministre Ali Mroudjaé décédé le jeudi 2 mai à Moroni. L'historien et ancien doyen de la Faculté des Lettres pose un regard unique sur la personnalité de l'homme qui a inspiré de nombreuses générations de cadres et dont l'oeuvre reste gravée dans la mémoire collective.

Page 7

**AB Aviation**  
www.flyabaviation.com

(+269) 773 95 70  
(+269) 328 69 69

@flyabaviation  
AB Aviation - Comores

# Cyclone Kenneth

## Le don des Emirats remis officiellement au gouvernement

*Il s'agit d'un don composé de 10 tonnes de médicaments et 70.6 tonnes de denrées alimentaires, destinées aux victimes du cyclone Kenneth. La remise officielle au gouvernement comorien a eu lieu vendredi au ministère des Affaires étrangères, en présence des membres du gouvernement, des ulémas, de la communauté internationale, des journalistes et de membre de la délégation de la fondation Khalifa Al Nahyan dépêchée à Moroni depuis lundi.*

**L**a délégation de la Fondation Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, dépêchée aux Comores depuis lundi dernier, a remis officiellement les 10 tonnes de médicaments et les 70,6 tonnes de denrées alimentaires aux autorités comoriennes. La remise officielle a eu lieu au ministère des Affaires étrangères entre le secrétaire d'Etat chargé de la coopération internationale, Djoumoi Saïd Abdallah, et le chef de la délégation, Hamad Almazrouei.

Après la signature marquant la réception officielle, Djoumoi Saïd Abdallah a tenu à faire part de sa satisfaction, au nom des Comoriens.

Il a ainsi exprimé sa gratitude à l'endroit de l'Emir Cheikh Khalifa Bin Zayed Al-Nahyan, pour la rapidité avec laquelle il a concrétisé sa promesse. «C'est le respect d'une

parole donnée et nous ne pouvons que nous en réjouir», a-t-il dit. Il a demandé au gouvernement émirati d'accompagner les Comores et de rester toujours à leurs côtés, pour relever les défis. Le secrétaire d'Etat, chargé de la coopération internationale a fait un rappel des diverses aides humanitaires apportées à l'Union des Comores.

### Le comité interministériel

Il citera celle apportée par l'agence de coopération turque, Tika, 50 tonnes de riz ordinaires, celle de la France qui a dépêché à Moroni un bâtiment militaire avec de matériel et des équipements, l'apport des Nations unies qui a débloquent une enveloppe de plusieurs millions d'euros et celui de l'Union européenne qui a annoncé une aide de 1.3 millions d'euros.

Djoumoi Saïd Abdallah a enfin pré-



cisé que l'opération de distribution des aides aux sinistrés sera assurée par les structures opérationnelles compétentes, sous le patronage du comité interministériel de coordination. Si on en croit à la déclaration du ministre de

l'Economie, président du comité interministériel chargé de la gestion de cette catastrophe naturelle, Bianrifi Tarmidhi, la première opération de distribution devait débiter ce lundi 6 mai sur l'ensemble des îles. Le ministre insistera sur la

nécessité de sécuriser la distribution. Le but étant, selon lui, de faire en sorte à ce que tous les sinistrés bénéficient de toutes les aides apportées par les pays amis et les partenaires des Comores.

**Abdallah Saïd Ali**

### EDITORIAL.

## Le journaliste comorien doit engager un travail d'introspection

**E**t si le journaliste comorien, commence à penser d'abord à lui-même avant tout ? Cela pourrait être vu comme un repli sur soi, un égocentrisme, sur son nombril. Et pourtant cela devrait l'être. Le temps semble figé pour lui. Gagné par l'incurie à résoudre une crise identitaire qu'il la consume à petit feu, le journaliste comorien scrute dans l'horizon, comme pour chercher une solution miraculeuse qui viendra d'ailleurs.

Le rapport annuel de Reporter Sans Frontières (Rsf) devient un refuge pour lui, expédiant toute la responsabilité de la dégringolade au classement général aux seuls gouvernants. Il observe, par contre, l'omerta, sur l'autre observation de la même organisation notamment, l'absence d'infrastructures. Alors que c'est là où réside en partie, le nœud du problème. Car elle détermine sa survie.

Balloté, pris à la gorge entre son existence et le principe de la liberté, le journaliste comorien vit ces derniers temps un instant de doute. Ne sachant pas quoi prioriser. Comme le paradoxe de l'œuf et de la poule, se disputant lequel des deux est né en premier. En réalité, le journaliste comorien fait face à un corps en décomposition et en total abandon. L'Etat semble se désengager et les professionnels, notamment les aînés, lui tournent progressivement le dos. L'urgence n'est-elle pas d'essorer ce corps avant qu'il ne soit totalement imbibé ?

On ne s'improvise pas journaliste. Ni, on ne le devient pas par la force du temps. On l'apprend. De même dans le milieu du football. On ne devient pas entraîneur, parce

qu'on se nomme Zidane, Messi ou Ronaldo. L'on devient manager parce qu'on l'apprend et que l'on te délivre une autorisation pour l'exercer. L'on pourrait me rétorquer qu'il n'est pas rare de voir ailleurs des acteurs du showbiz, des romanciers, voire même des médecins, se convertir en journalisme. Mais la case formation est primordiale. Pour quoi la règle doit être l'exception aux Comores.

### une restructuration approfondie de la profession

Ainsi, faire l'impasse sur un métier aussi redoutable que le journalisme, c'est comme armer un militaire et le lâcher par la suite dans la nature. Professionnel des médias et pouvoir publics se devaient de se ressaisir car la responsabilité est partagée et que l'un ne peut se tenir sans l'autre. Comme l'a si bien noté le journaliste américain et fondateur du New York World, Joseph Pulitzer. «Notre République et sa presse graviront ensemble les sommets ou bien elles iront ensemble à leur perte».

L'appel sans cesse du chef de l'Etat pour une restructuration approfondie de la profession doit trouver un écho favorable chez les travailleurs de l'information qui sont le plus concernés. Car les maux sont légion. À commencer par un déficit de formation. L'on n'est pas sans savoir que plus de 80% du personnel qu'emploient la presse et les médias audiovisuels du pays n'ont jamais eu une quelconque formation dans le domaine. Qu'il y a une sorte d'exploitation (le mot est certes fort) dans certains orga-



nes de presse et audiovisuels de la place. Des jeunes exploités par certains patrons des médias sans une forme d'engagement contractuel comme le recommande le droit du travail. Que dire des inégalités criantes entre ceux qui sont dans le privé et ceux qui travaillent dans le public.

La disparité dans le public lui-même selon lequel, l'on est fonctionnaire ou contractuel. Et si l'on parle d'une carrière inexistant et d'un statut qui se cherche ! On peut citer les exemples à n'en plus finir. Face à l'ampleur de la plaie et l'urgence d'y trouver des remèdes, nos discours doivent évoluer et que les réformes soient impératives. Journalistes et pouvoirs publics ne peuvent pas se dérober de leurs responsabilités. Ils doivent surtout éviter la politique de l'autruche. La situation qui prévaut est à l'image d'un pays qui se fait construire des routes, se dote d'un code, s'offre de véhicules, et qui dit à la population – allez ! Libre à cha-

cun de s'en saisir une et se mettre sur la route –sans daigner, aucun instant, à la formation pour la conduite. L'on ne pouvait pas dire que les conséquences ne seront pas prévisibles.

Je réitère la suggestion que j'ai défendue auprès du président de la République à l'occasion des vœux de la presse suite à sa réélection. Les assises de la presse et des médias audiovisuels sont à la fois une nécessité et une urgence. Surtout pour le nouveau cap que le pays s'est fixé. Notamment, la vision du chef de l'Etat de faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030.

La presse ne peut pas rester en marge. Car point de développement sans une presse aguerrie et émancipée dans toutes ses formes. Et pour en arriver-là, les réformes approfondies sont un passage obligé.

**Maoulida Mbaé**

## Visite du chef de l'Etat au Camp militaire d'Itsundzu

# AZALI ASSOUMANI : "des mesures d'apaisement seront prises dans les jours à venir"

«Qu'ils soient agriculteurs, commerçants, hommes politiques ou journalistes, ceux qui violent la loi ainsi que tous les auteurs, instigateurs ou complices de violences contre les citoyens, les autorités ou qui s'attaquent à ceux qui ont en charge la sécurité de tous, s'exposent à la rigueur de la loi et ne seront pas à l'abri nulle part», a averti le président Azali Assoumani lors de sa visite samedi au camp militaire d'Itsundzu.

Le chef de l'Etat, chef suprême des armées, a visité le camp militaire d'Itsundzu samedi dernier. La cérémonie a été honorée par la présence du gouvernement, du corps diplomatique accrédité aux Comores, des gouverneurs élus de Ndzuani et de Ngazidja, des femmes, des jeunes et des notables, ainsi qu'un parterre d'officiers et de militaires. Après la lecture de quelques versets du Saint-Coran et la décoration de trois militaires (lire ci-contre), le grand mufti et le directeur de cabinet chargé de la Défense ont pris la parole pour montrer «le rôle et l'importance» de l'armée dans un pays.

Dans son discours, le chef de l'Etat, colonel Azali Assoumani, a tenu d'abord à remercier et à féliciter ses frères d'armes pour leur engagement et leur détermination à protéger le pays. «J'ai souhaité, à travers cette visite au camp militaire d'Itsundzu aujourd'hui, venir vous témoigner à nouveau de la reconnaissance et de la gratitude de toute la Nation, pour la noble et difficile mission que vous accomplissez au quotidien au service de notre pays. Je sais parfaitement, que sous les ordres et le commandement du directeur de cabinet chargé de la Défense, du ministre de l'Intérieur, du chef d'état-major et des préfets, vous accomplissez ainsi, avec dévouement et professionnalisme, la lourde responsabilité d'assurer la sécurité, la défense et le maintien de l'ordre dans notre pays», a-t-il déclaré.

Le président de la République est revenu sur les dégâts causés par le cyclone Kenneth. «J'ai eu l'occa-

sion de m'adresser à la Nation à la suite du passage de ce terrible cyclone. Mais aujourd'hui, je souhaite à nouveau, rendre hommage à nos morts et prier pour que le Créateur les agrée. Je veux dire à leurs familles et leurs proches, que l'État ne les abandonnera pas», a souligné Azali Assoumani, remerciant au passage les partenaires au développement des Comores. «Je remercie les pays amis et les partenaires au développement, pour leur promptitude à nous apporter leur aide. Je veux citer en particulier la Fondation Khalifa Bin Zayed Al Nahyan et les autorités des Émirats arabes unis, l'Union européenne, le système des Nations unies, la France et les États-Unis».

### L'unité du pays

Le président réélu le 24 mars dernier a profité de l'occasion pour saluer l'armée pour «le bon travail accompli» lors des élections. «Ainsi, suis-je également venu saluer le comportement, le professionnalisme, l'expérience et le sang-froid qui ont été les vôtres, durant la période délicate pré et postélectorale, qui ont permis à notre pays, d'éviter le pire que nous promettaient les ennemis des Comores et de notre démocratie. Soldats, vous avez permis à l'État d'éviter le chaos annoncé. Nous vous en remercions», dira le chef suprême des armées.

Le président de l'Union des Comores a appelé à l'unité et promet des mesures d'apaisement dans les prochains jours. «Nous devons nous unir pour faire de notre pays, un État de droit, c'est-à-dire un État où il fait bon vivre, un État



où chacun reconnaît ses droits et ses devoirs. Et encore une fois, j'en appelle à mes frères politiques, mes anciens adversaires politiques d'hier pour qu'ensemble on s'unisse à cette noble tâche. Comme cela se dit partout, il faut de l'apaisement. Je le promets, dans les jours à venir, des mesures d'apaisement seront prises pour qu'ensemble, on puisse s'unir et s'atteler à la tâche qui nous attend», a-t-il promis.

Avant de terminer, le président de la République promet de traquer les ennemis du pays partout où ils seront. «Le manque de respect et les violences contre les forces de l'ordre, symbolisés ici aujourd'hui

par nos récipiendaires, ne seront plus tolérées», persiste le chef de l'Etat avant de lancer un message aux malfaiteurs. «Qu'ils soient agriculteurs, commerçants, hommes politiques ou journalistes, ceux qui violent la loi ainsi que tous les auteurs, instigateurs ou complices de violences contre les citoyens, les autorités ou qui s'attaquent à ceux qui ont en charge la sécurité de tous, s'exposent à la rigueur de la loi et ne seront pas à l'abri nulle part. Ils seront identifiés, recherchés et traduits en justice pour être jugés et condamnés conformément à la loi».

L'ancien chef d'Etat-major a convié

ses frères d'armes à continuer à servir le pays avec courage et dévouement. «Continuons à aimer notre pays et à le protéger. Préparons les générations présentes et futures, à un mieux-être, dans un pays plus en sécurité et plus uni. C'est le sens l'émergence à l'horizon 2030. Le pays et son peuple comptent ainsi sur vous, pour consolider la paix, l'unité nationale et l'intégrité territoriale de notre pays, qui sont les bases de tout développement et les conditions de toute prospérité. Vous en êtes capables et nous avons confiance en vous», a-t-il conclu.

Chamsoudine Saïd Mhadji

## Ibrahim Djaé, Ali Radjabou et Mohamed Moussa décorés par le chef de l'Etat

«C'est donc en rendant hommage aujourd'hui, à travers le capitaine Ibrahim Djaé, l'adjudant Ali Radjabou et l'adjudant-chef Mohamed Moussa, à qui je viens de remettre les Médailles du mérite militaire, que je prouve la reconnaissance de tous quant à votre sincérité et votre professionnalisme», a annoncé le chef de l'Etat Azali Assoumani lors de son discours à Itsundzu.

Trois militaires ont été distingués pour leur courage et leur bravoure. Ils ont ainsi reçu des mains du chef suprême des armées les Médailles du mérite militaire. Il s'agit du capitaine Ibrahim Djaé, de l'adjudant-chef Mohamed Moussa et l'adjudant Ali Radjabou. Concernant le capitaine Ibrahim Djaé et l'adjudant-chef Mohamed Moussa, ils ont été honorés pour avoir déjoué un mouvement d'insurrection.

«Contacter pour participer à un

mouvement d'insurrection de l'armée contre les institutions, le capitaine Ibrahim Djaé et l'adjudant-chef Mohamed Moussa ont immédiatement rendu compte à leurs supérieurs hiérarchiques. Par la suite, ils ont intelligemment collaboré et aider les enquêteurs à identifier les auteurs des complots, lesquelles ont été interpellés, jugés et condamnés. Par leurs actions de loyauté, le capitaine Ibrahim Djaé et l'adjudant-chef Mohamed Moussa ont reçu les Médailles d'honneur militaires et

médailles de mérite militaires», a expliqué le chef de l'Etat.

De son côté l'Adjudant Ali Radjabou a été victime du devoir le jour du référendum, «en mission de surveillance et de sécurisation des opérations électorales au cours du référendum organisé le 30 juillet 2018, l'Adjudant Ali Radjabou et ses camarades ont été attaqués par une bande des rebelles armées des machettes. Voulant garder sa position afin d'assurer la mission qui lui a été assignée, l'Adjudant Ali Radjabou a reçu plusieurs coups sur l'ensemble du corps, sa main gauche a été complètement sectionnée. Ce militaire a été victime du devoir». Il a reçu donc la «Médaille du Croissant de la valeur militaire».

CSM



## Journée internationale de la sage femme

# Mamadou Boina Maecha : "il est injuste qu'une femme décède en voulant donner la vie"

Aux Comores, les femmes continuent à mourir en voulant donner naissance. Officiellement, 20 femmes ont quitté le monde en 2018. Malgré ce chiffre criant, les Comores seraient parmi les pays qui enregistrent «des résultats satisfaisants» dans la réduction de la mortalité infant-maternelle au niveau de la région d'Afrique orientale et australe.

La fédération nationale des associations des sages-femmes des Comores (Fnasfuc) a célébré samedi dernier, à Samba Nkuni, la Journée internationale des sages-femmes. Célébrée chaque année le 5 mai, depuis plus de 15 ans, cette journée «dédiée à l'un des plus beaux métiers du monde» avait pour thème «les sages-femmes, protectrices des droits fondamentaux». Lisant le message du Dr Natalia Kanem, directrice exécutive de l'Unfpa, à l'occasion, le représentant résident de l'Unfpa aux Comores, Mamadou Boina Maecha, estime que les sages-femmes, formant un pont entre les communautés et les établissements de santé traditionnels, fournissent des services de santé qui jouent un rôle crucial dans la réduction de la mortalité maternelle et des risques liés à l'accouchement dans les zones reculées et mal desservies.

«La formation des sages-femmes et la facilitation de leur travail constituent une façon ingénieuse, économique et durable de parvenir à mettre en place un accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive, objectif clé du programme de développement durable à l'horizon 2030», rappelle-t-on dans ce message. L'Unfpa encourage les activités de formation et de

soutien dans le domaine obstétrique, plaide pour l'instauration de politique plus solides concernant le travail des sages femmes et promeut leur intégration dans les systèmes de santé officiels. «Dans le cadre de programmes soutenus par l'Unfpa, plus de 115.000 sages femmes formées et intégrées aux systèmes de santé ont été déployées sur le terrain», a soutenu Mamadou Boina Maecha, selon qui, les efforts fournis dans le domaine de la santé maternelle aux Comores, sont parmi «les plus satisfaisants» dans en Afrique de l'est et australe.

### «Zéro décès maternel évitable»

Le taux de mortalité maternelle qui était 517 décès pour 100 000 naissances vivantes il y a environ trois décennies, est passé respectivement à 380 puis à 172 pour 100 000 Nv en 2003 et en 2012. «Des progrès certes, mais il reste beaucoup à faire car il est injuste qu'une femme décède en voulant donner naissance. C'est un droit de santé reproductive non respecté, une vingtaine de femmes sont décédées l'année dernière aux Comores», a fait savoir le représentant résident de l'Unfpa avant d'annoncer que son institution est disposée à soutenir les efforts des pays pour atteindre l'objectif à l'ho-



rizon 2030, les résultats de «zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en planification familiale et zéro violence basée sur le genre».

Pour sa part, le directeur de cabinet du ministère de la Santé, Abasse Mhadjou, a indiqué que «qualifiées, elles (les sages-femmes) peuvent

dispenser 87% de soins essentiels dont ont besoins les mères et les nouveau-nés». Bien que la santé soit un droit pour tous, les mères et les nouveau-nés, continuent à mourir. «Au niveau international la mortalité néo-natale est estimée à trois millions par an et à sept millions pour les enfants de moins

de 5 ans. Et les agences onusiennes confirment que ces décès pourraient être évités, s'il y avait un nombre suffisant de sages femmes qualifiées et que parallèlement, une augmentation de 10% de leur effectif réduirait de 5% la mortalité maternelle».

Abouhariat Said Abdallah

### Réduire le taux de mortalité d'ici à 2020

Au niveau national, le taux de mortalité néo-natal est de 29 pour 1000, selon les enquêtes de 2007. Abasse Mhadjou rappellera que le métier de sages femmes est enseigné à l'Ecole nationale de médecine et de santé publique (Emsp) avec un taux de 35 à 40 nouveaux inscrits par an. Et le nombre de sages-femmes qualifiées dans les établissements sanitaires s'élève à 380 à raison de 2 pour 5000 habitants. «D'ici 2020, les Comores doivent réduire le taux de mortalité maternel de 172 à 120 pour 100 000 NV, le taux de mortalité néo-natal de 24 à 12 pour 1000 et celui des enfants de moins de 5ans doit passer de 50 à 45 pour 1000 Nv».

La nouvelle présidente de la Fnasfuc, Fatima Halidani, (personnalité Al-watwan 2018) a axé son discours sur la formation des sages-femmes et l'amélioration de leurs conditions de travail. Cette sage-femme aguerrie estime que si les conditions de travail des sages-femmes ne sont pas réunies, elles ne peuvent pas mener à bien leur mission et ainsi, la santé de la mère et celle de l'enfant seront en jeu. Fatima Halidani demande au ministère de tutelle de «mettre en place l'Ordre des sages femmes, recruter les sages femmes qui travaillent bénévolement dans les structures sanitaires et équiper l'école des sages-femmes à Ngazidja».

**VALABLE JUSQU'AU 31/05/19**

**Ramadan Mubarak!**

**50 KG**

**Dar Es Salam - Moroni**

**AB Aviation**

**www.flyabaviation.com**

# Journée internationale de la liberté de la presse Un appel à la fin "des intimidations" et "des dérapages" des journalistes

Dans sa déclaration en langue nationale, l'ancien directeur général du journal Al-watwan a lancé un appel aux autorités pour la libération de deux journalistes incarcérés depuis trois mois sans aucune forme de procès. Reconnaisant la possibilité de tout journaliste à commettre une faute professionnelle, Ahmed Ali Amir demande l'autorité nationale de régulation de médias puisse de faire son travail, à la place des politiques, pour faire respecter la loi.

**A** l'instar des autres pays du monde, la presse nationale a célébré, le vendredi 03 mai, la journée internationale de la liberté de la presse sous le thème : «*Le rôle des médias dans les élections et la démocratie*». Comme de tradition, une marche pacifique a débuté à la place Karthala jusqu'à la place de l'Indépendance en présence tête des responsables des médias nationaux (publics et privés) et des hommes et femmes de la presse. Arrivée à la place de l'Indépendance, deux déclarations ont été faites à l'occasion pour dresser le bilan de la liberté de la presse dans le pays.

En langue nationale, l'ancien directeur général du quotidien public Al-watwan, Ahmed Ali Amir, a dressé le bilan de la liberté de la presse. Avant de commencer sa déclaration, il a lancé un appel solennel, au nom des journalistes, pour la libération des deux collègues, à savoir, Abdallah Abdou Hassani et Oubeidillah Mchangama, qui se trouvent dans une détention prolongée à la Maison d'arrêt de Moroni, depuis à peine trois mois, sans aucune explication sur les raisons de leur détention prolongée. Ahmed Ali Amir a rappelé que certes des journalistes peuvent commettre des erreurs professionnelles et des dérapages dans l'exercice de leur profession, mais il y a les canaux légaux pour déterminer ces erreurs, faisant allusion au Conseil national de la presse et de l'audiovisuel (Cnpa).

### Un déficit criant de formation

«*Depuis 20 ans, nous nous sommes combattus pour une presse libre et indépendante dans notre pays, ce qui explique la preuve d'une démocratie vivante. C'est à travers ce combat que nous sommes parvenus à mettre en place le Conseil national de la presse et de l'audiovisuel (Cnpa), instance suprême habilitée à déterminer les fautes professionnelles commises par les journalistes et les médias. Et c'est à lui seul de décider de retirer le droit d'exercer périodiquement ou définitivement à un journaliste. C'est lui également qui peut décider la fermeture provisoire ou définitive d'un média public ou privé*», a longuement expliqué Ahmed Ali Amir avant de revenir sur le classement 2019 du reporter sans frontières, à travers lequel les Comores se sont vu perdre 7

points, passés de la 49<sup>ème</sup> place à la 56<sup>ème</sup>.

Même si l'Union des Comores garde certes sa place de bon élève dans la région de l'Océan indien en matière de liberté de la presse, mais il est passé de la 9<sup>ème</sup> à la 15<sup>ème</sup> place en Afrique. «*Cette chute libre de notre pays, sabote un combat de long haleine pour lequel nous nous sommes battus. Nous avons les possibilités d'arriver là où se trouvent aujourd'hui la Suède et la Belgique, deux pays qui font figures de bons élèves en matière de liberté de la presse*», a déclaré le correspondant de l'agence Reuters aux Comores.

Pour sa part, la journaliste de l'office de radio et télévision des Comores (Ortc), Binti Mhadju, est revenue d'une part sur les atteintes à la liberté d'informer et, d'autre part, sur le nécessaire accompagnement des pouvoirs publics pour aider à une professionnalisation efficace du métier de journaliste. Elle a rappelé que ces derniers temps, «*le pays vit un climat de psychose marqué par la peur permanente des journalistes*». Mais aussi «*une multiplication d'actes d'intimidations, la confiscation délibérée des journaux et une autocensure dans les médias publics et privés*».

### Les manipulations et les dérapages

La journaliste de l'Ortc ajoute : «*une telle situation compromet la liberté d'informer, met au pas la diversité des opinions, anesthésie la pensée critique et cause un préjudice énorme au débat démocratique et à l'éveil citoyen*», soutient-elle dans sa déclaration en français. Binti Mhadju a précisé que «*la profession de journaliste est très exigeante, elle nécessite une éthique personnelle et professionnelle*». L'ancienne présentatrice de la Télévision nationale montrera que «*le journaliste doit refuser la manipulation, ne pas subir les influences diverses et ne pas céder à l'attrait de la corruption*», mais il doit toujours «*incarner l'indépendance d'esprit, la rigueur et la responsabilité dans sa manière d'informer*».

Ceci étant, au nom des journalistes, Binti Mhadju a fait part du «*déficit criant de formation*» et les violations répétées des règles élémentaires du métier conduisant souvent à «*des dérapages*» dont le silence nourrit des controverses qui



jaillissent négativement sur la profession. «*C'est dire que la vigilance s'impose pour assainir, clarifier et sanctuariser le métier des journalistes aux Comores*», précise-t-elle. Conscientes de leurs responsabilités, et à l'occasion de cette Journée internationale de la liberté de la Presse, les organisations et associations des journalistes

comoriens demandent «*l'amélioration d'un cadre facilitant l'exercice effectif du métier de journaliste, la libération de leurs deux collègues en détention prolongée, l'arrêt de toute forme d'intimidation et des éventuelles arrestations arbitraires*». Les organisations et associations des journalistes comoriens sollicitent «*la mise en*

place d'une politique de formation à l'éducation des médias, la poursuite des réformes sur la professionnalisation du métier de journaliste, le soutien affirmé de l'Etat dans la survie des entreprises de presse et le renforcement du rôle et des missions du Cnpa, le régulateur des médias».

Ali Abdou

**BIC-COMORES**  
GROUPE BNP PARIBAS

**AVIS DE CONVOCATION**

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores (BIC-COMORES) sont convoqués en

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**  
**LE MERCREDI 15 MAI 2019 à 9 H 30**  
**à la salle de conférence du RETAJ-MORONI HOTEL à MORONI**  
Union des Comores à l'effet de délibérer sur l'Ordre du Jour suivant :

- I. Rapport du Conseil d'Administration : exercice clos le 31 décembre 2018.
- II. Rapport du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire.
- III. Rapport Général et Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Etats Financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2018.
- IV. Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018 et affectation des Résultats.
- V. Textes des Résolutions.

Toute la documentation relative à l'Assemblée Générale Ordinaire et prescrite par la loi est tenue à la disposition des actionnaires également au siège de la BIC-COMORES à Moroni et à Mutsamudu dès le 30 avril 2019.

**Le Président du Conseil d'Administration  
de la BIC-COMORES**

BIC-COMORES - La banque pour l'industrie et le commerce

BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE-COMORES - S.A. AU CAPITAL DE 300 000 000 F COMORIENS. LE N° 176 B 81 MORONI - SIEGE SOCIAL, PLACE DE FRANCE MORONI - B.P. 175 à 3000 MORONI - COMORES - SWIFT : BICCOMOR33 TEL : 00262 29 77 14 14 - FAX (262) 70 12 29 - Email : bic@biccomores.com

16<sup>ème</sup> édition de la Fête des sciences

## Un plaidoyer pour la vulgarisation des métiers de la Science

Le Groupe scolaire Fundi Abdoulhamid (Gsfa), a organisé, samedi 04 mai, la 16<sup>ème</sup> édition de la fête des sciences. Cet événement avait pour but d'encourager les élèves à aimer davantage les sciences, à diffuser la culture scientifique et s'engager avec enthousiasme et détermination dans les filières scientifiques.

La seizième édition de la Fête des sciences devait normalement avoir lieu le 27 avril dernier, au sein du Groupe scolaire Fundi Abdoulhamid (Gsfa). L'événement a été reporté jusqu'à hier, 04 mai, à cause du passage du cyclone Kenneth dans l'archipel, le 24 avril. À travers cet événement, les professeurs et des praticiens des sciences et techniques ont été présents pour «mieux encadrer les élèves et pour développer leurs expériences propres».

Pour l'occasion, Noufidat Saïd Ahmed et Djawad, respectivement conseiller en orientation et directeur d'une agence d'orientation dénommée «édite.com», ont animé une conférence-débat sur «les métiers de la science», à laquelle les élèves, mais aussi les parents avaient pris part, pour comprendre comment aider leurs enfant à mieux s'orienter sur les choix des métiers en

question. «Je conseillerais aux élèves avant de faire leurs choix sur ce qu'ils aimeraient faire, d'appréhender d'abord à se connaître soi-même. Pour mieux se préparer sur sa profession, les élèves doivent mesurer leurs capacités, leurs compétences, s'informer sur les métiers des sciences», a soutenu la conseillère en orientation. Cette journée est devenue une tradition au Gsfa. «Des journées éducatives comme celles-ci sont très importantes et très utiles pour l'éducation et les métiers de sciences. C'est déplorable que seul le Gsfa organise cette événement, les autres devraient suivre ce bon exemple pour une orientation pédagogique des élèves pour mieux apprécier les métiers scientifiques qui sont en manque dans le pays», a souligné, pour sa part, Djawad.

Des jeux-concours, des ateliers éducatifs ont créé une ambiance festive au Gsfa. Les élèves étaient



repartis dans des différents stands avec divers sujets à exposer mais aussi des pratiques pour les invités. Cette journée était une occasion pour les élèves de prendre la parole en public pour faire part de leur appréciation sur les métiers scientifiques. «Cette journée m'a beaucoup apporté sur mon développement personnel. Grâce à cette exposition, j'ai appris à gérer mon stress, gérer mes sentiments et oser affronter le public.

Au-delà des cours, cette journée éducative est très enrichissante et m'a également fait aimer davantage le métier que j'espère exercer après mes études», a déclaré Nelda Ben Daoud, élève de troisième, une des présentatrices. Pour Hassani Soibaha, responsable du laboratoire et présidente de la commission d'organisation de cette journée, cet événement est «une fierté» pour l'école, «il est devenu très facile d'organiser

cette fête, les enfants ont pris goût et se donnent à fond pour cette journée. Ils ont beaucoup appris et ont compris le message. Maintenant, ils arrivent à gérer leur stress et affronter le public. Et, à cette occasion, nous avons reçu le soutien et l'aide de nos partenaires comme Ifere, l'Ecole Henri Matisse et beaucoup d'autres», a-t-elle souligné.

Zainaba Youssouf

## Foire agricole de Dahari

## Vendeurs et acheteurs, chacun y trouve son compte

Sur les comptoirs des vendeurs, les produits ont été aussi variés que curieusement abordables : l'on s'attendait à des offres de prix plutôt élevées étant donné que les producteurs devraient en principe chercher à rattraper leurs pertes. Patates, maniocs et légumes ont été particulièrement «offertes», comme on a l'habitude de dire dans le jargon des marchés anjouanais.

Comme à chaque veille du mois sacré de ramadan, l'organisation non gouvernementale Dahari a organisé, le samedi 4 avril, à la place Mzingaju de

Mutsamudu, sa célèbre foire agricole. Celle-ci, comme le rappelle Dahari, est censée «permettre aux producteurs locaux de valoriser leurs productions et aux consommateurs de s'approvisionner en

produits frais respectueux de l'environnement, à la veille du mois sacré de Ramadan». Mais cette fois, l'événement revêt un caractère particulier : en plus d'aider les producteurs agricoles soutenus par l'Ong à valoriser leurs produits bios, les acheteurs les aident en même temps à surmonter les pertes énormes subies après le passage récemment du cyclone Kenneth, qui a causé des ravages parmi les cultures à travers tout le pays. C'est pour cela que Dahari a appelé la population à «venir nom-

breux sur la place Mzingaju acheter les produits agricoles disponibles pour manifester» sa «solidarité et aider les agriculteurs anjouanais à dépasser cette situation». Sur les comptoirs des vendeurs, les produits ont été aussi variés que curieusement abordables : l'on s'attendait à des offres de prix plutôt élevées étant donné que les producteurs devraient en principe chercher à rattraper leurs pertes. Patates, maniocs et légumes ont été particulièrement «offertes», comme on a l'habitude de dire dans le jargon des marchés anjouanais. Et ce n'est pas seulement pour le bonheur des ache-

teurs : les marchands non plus n'affichent pas l'air déçu. «Dieu merci, les ventes évoluent bien. Je n'ai pas vraiment à me plaindre», témoigne M'ma Faïza, qui propose melons, salades et autres légumes aux visiteurs.

Dahari est née en 2013, et emploie actuellement 72 salariés. Financée en grande partie par l'Union européenne, mais aussi par de nombreux autres partenaires, ses activités ont été jusqu'à maintenant concentrées sur le terrain anjouanais, mais est en passe de les étendre dans les autres îles.

SM



## Charte de Hamramba (15 mai 2007)

## Article 10 : L'incitation à la haine et à la discrimination

"Le journaliste se refuse à toute publication incitant à la haine et à la discrimination sous toutes leurs formes et s'interdit de faire l'apologie du crime et du séparatisme."

# Ali MROUDJAE est mort, notre grand maître va nous manquer

Par Moussa Said Ahmed, professeur en histoire et en civilisation comorienne à l'Université des Comores

Beaucoup a été dit et beaucoup a été écrit sur les grandes étapes qui ont marqué la vie de Mroudjae, comme on avait pris l'habitude de l'appeler. Je vais me contenter, dans cette modeste contribution, d'esquisser une analyse succincte de son action culturelle, socio-économique et politique en tant que maître (*Fundi*) et en tant qu'homme public (*Mnatrengweni*). Pour y parvenir, j'ai pu bénéficier du soutien précieux de toute sa famille et d'autres personnalités, non les moindres, lequel m'a permis d'enrichir les premiers axiomes. Qu'ils trouvent exprimée ici, toute ma reconnaissance.

## Des origines familiales parsemées de noblesse

Mroudjae a eu la chance d'être issu de deux lignages matrilinéaires prestigieux des Comores: les Wenya Tsendza et les Wenya Fe Djimba, côté utérin et les Wenya Rume côté père. Les premiers, sont bien assis socialement et économiquement, dans la cité princière Inya Pirusa de Moroni, grâce à la personnalité légendaire de Charifou Abdallah. Ce dernier était parvenu, comme Mroudjae, à tisser des liens de fraternité et d'amitié avec l'ensemble des Comoriens, notamment les lettrés, et avec les visiteurs de marque, de passage aux Comores, à l'image du Résident français, Henri Pobéguin dans les années 1898.

Les seconds, Wenya Rume, lignage de son père Mroudjae Choiezi, étaient originaires d'une autre cité princière, hinya Mdombozi, de Fumbuni, Ce fut un grand lignage de guerriers aux temps des sultanats (XVIIe-XIXème siècle). Leur engagement sans faille, dans les affrontements traditionnels de l'époque, impliquant la région du Mbadjini, a fait d'eux un véritable rempart, dans toutes les cités du Sud de Ngazidja. Il me semble que ce sont les Wenya Rume, qui ont légué à Ali Mroudjae son esprit guerrier et patriotique.

Né en 1936 à Moroni, il est le père de huit enfants dont trois garçons et cinq



filles qu'il a eues avec trois épouses, conformément aux préceptes islamiques. En effet, il était fin connaisseur de l'Islam, grâce à son oncle maternel Nourdine Charfou Abdallah dont la vie quotidienne était rythmée par l'apprentissage d'une éducation religieuse consécutive. Dès son jeune âge, Mroudjae aimait raconter à ses proches la grande bataille des Musulmans de Badr en 624 de notre ère. Il s'agit là, d'une façon pour lui de privilégier, dans toute action, comme le prophète Mohamed à Badr, bénédiction et paix sur lui, l'engagement moral et la volonté politique.

## Un bâtisseur de savoirs

Après de brillantes études aux Comores, à Madagascar et en France, il en sort avec le grade académique d'Inspecteur de l'enseignement primaire. Il servit beaucoup le Monde de l'enseignement de l'Archipel, dans les années 1960 et 1970 tout en menant, parallèlement des activités culturelles dans l'Association des Jeunes Comoriens (AJC), en compagnie de jeunes étudiants et cadres contemporains : Said Bacar Said Tourqui, Mahamoud Mze Ali, Toyb Dada, Bafakih Dahalani etc. Créée en 1957, l'AJC est l'ancêtre des associations culturelles modernes. Ce fut la tribune des jeunes intellectuels et des lycéens épris de liberté et de fraternité.. Les activités sportives, les débats sur les traditions ancestrales, l'alphabétisation de la population, la transcription du comorien en caractère arabe étaient au centre de

leurs préoccupations.

Fidèle en relations, Mroudjae a compris très tôt que sans s'impliquer dans la vie politique, le programme de l'AJC n'aura pas suffisamment d'écho, parmi la population. C'est pourquoi avec Damir Ben

Ali, Abbas Doussouf, Mouzaouir Abdallah, entre autres, il prit activement part à la création du club des 10, dans les années 1960, ancêtre du parti « Rassemblement Démocratique du Peuple Comorien (RDPC) », alias Parti Blanc. Créé le 9 septembre 1968, il a servi de cheval de bataille, dans la lutte contre le conservatisme (*Ubedjayiya*), incarné par le Parti Vert. Il devint, par la suite, Ministre de l'Education, dans le Gouvernement du prince Said Ibrahim, après la mort de Said Mohamed Cheikh en 1970. Très attaché à la décentralisation de l'Ecole, il fut à l'origine de l'avènement des lycées à Mitsamihuli et à Fumbuni.

Bâtisseur de savoirs, Mroudjae fut également à l'origine de l'agrandissement du Lycée Said Mohamed Cheikh, dans les années 1971, 1972. La construction des bâtiments Sud a permis de tripler les effectifs des admis du très célèbre concours d'entrée en sixième.

## Un parcours politique atypique

Loin du radicalisme idéologique à la mode, dans les années 1970-1975, mettant en exergue le marxisme et le maoïsme, il s'est engagé activement avec ses camarades politiques à la fusion des Partis Blanc et Vert (*Udzima*) en 1972, privilégiant ainsi le combat pour l'accession du pays à la souveraineté nationale. Avec le Parti Socialiste des Comores (PASOCO) du regretté Mbalia, lequel a lancé en 1968, le slogan « Que le Colon s'en aille » (*Mkolo Nalawe*), ils refusèrent de se laisser

entraîner dans les querelles de paroisse du chef du parti *Mdranda* (l'Errance) d'Ali Soilihi. Ce dernier n'a pas hésité à fomenter un coup d'Etat le 3 août 1975 contre Ahmed Abdallah lequel venait de proclamer unilatéralement l'indépendance du pays, le 6 juillet 1975. La rupture politique est de taille.

Ce fut l'ouverture d'une ère d'instabilité politique dont les coups de force devinrent monnaie courante. Patriote, il n'hésita pas avec ses camarades à tenter la destitution d'Ali Soilihi, afin de rétablir les règles démocratiques traditionnelles de transmission du pouvoir par les urnes, héritées de la Colonisation. Il connut, malheureusement, la prison pendant trois ans, après avoir été le premier ministre des Relations extérieures des Comores Indépendantes. Sorti de prison après le coup d'Etat des mercenaires conduits par Bob Denard en mai 1978, il revint au sommet de l'Etat, en devenant, entre autres, premier ministre



d'Ahmed Abdallah en 1982.

Ne pouvant pas supporter la dérive monarchique d'Ahmed Abdallah, il quitta son pouvoir et créa avec Said Hassan Said Hachim et Ali Bazi Selim le Parti Comorien pour la Démocratie et le Progrès (PCDP DJA MNAZI) en 1985. Ministre de la Production dans le Gouvernement Said Mohamed Djohar en 1990 à l'issue des premières élections démocratiques de l'après indépendance, il commença alors à initier des projets qui lui étaient chers.

Il voulait donner aux plus démunis les moyens financiers de survivre et de se développer, soit par les Sanduck, les Meck soit par la production et la vente de lait de vache.

Directeur de son Cabinet de 1990 à 1991, j'ai beaucoup appris en matière de gestion de la cité et de rigueur administrative. Sa mort, dans la matinée du 2 mai 2018, paix à son âme, nous prive d'une bibliothèque, jusque là vivante.

« Ô temps ! Suspends ton vol, et vous, heures propices ! Suspendez votre cours » Lamartine.



## Recours de la Ffc devant le Tas

# La Caf nie avoir retiré l'organisation de la Can 2019 au Cameroun

«Nous avons pris la décision de retirer l'organisation de la Can 2019 au Cameroun», a déclaré le 30 novembre 2018, le président de la Confédération africaine de football, Ahmad, lors d'une conférence de presse à Accra, au Ghana», a rapporté le 30 novembre 2019 nos confrères de Le Monde. *En dépit de ces preuves sur les déclarations publiques d'Ahmad, l'instance dirigeante du football africain nie avec insistance avoir retiré la Can 2019 au pays des Lions indomptables. Dans son mémoire d'appel devant le Tribunal arbitral, la Caf indique le contraire en soutenant qu'elle n'a jamais retiré l'édition au Cameroun. Mais qu'elle a engagé un glissement de date des éditions 2021, 2023 et 2025».*

Entre le 30 novembre 2018 et aujourd'hui, la Caf change de version à ce propos par les voix de son patron Ahmad et son deuxième vice-président, Constant Omari. Malgré le communiqué soulignant clairement le retrait de la Can 2019 à moins d'un an de son coup d'envoi, la Caf ne veut pas entendre parler de l'application de l'article 92.3. Celui-ci propose «la suspension de l'équipe A du pays qui s'est vu retirer l'organisation de la compétition, dans un délai de moins d'un an, de la phase finale de l'édition concernée, sans compter la prochaine édition. Le pays doit également

payer une amende d'une facture de 500 000 dollars».

Ce règlement de la Can a été mis en vigueur en décembre 2014 par la Caf. Mais l'actuel comité exécutif dirigé par le Malgache Ahmad en a décidé autrement en violant l'article 92.3 en faveur du Cameroun.

### La Caf se désolidarise avec le Cameroun

Sur ce, la Caf a soutenu que «les Comores devraient attaquer le Cameroun devant le Tas à la place de la Caf». Tout cela, comme l'avait prédit début mars l'ancien responsable de communi-



cation de la Fédération camerounaise de football, Hamadou Babba. «Le président de la Caf, Ahmad, ne peut pas parler au nom des Camerounais. Ses déclarations sont confuses et contradictoires de manière que si la Fédération de football des Comores défend bien son recours devant le Tas, le Cameroun sera un mauvais perdant», avait-t-il prévenu le 7 mars dernier.

Dans son mémoire, la Caf essaye de renvoyer la balle dans le camp

du Cameroun, tel l'a indiqué Hamadou Babba. Elle demande l'irrecevabilité du recours de la Ffc qui devait, selon elle, se plaindre auprès de sa commission disciplinaire.

Le haut instance du football africain manque d'arguments solides pour constituer son dossier de défense devant le Tas en dépit de son «glissement de date». Les avocats du cabinet d'Avocat engagés par la Ffc ont soumis leur dossier de défense deman-

dant, particulièrement, l'application de l'article 92.3. Un article qui n'a jamais été évoqué par la Caf qui croit que «si le Cameroun soit suspendu de la Can 2019, ce serait le Malawi qui devait occuper sa place aux matchs de poule». Cela malgré que le match Cameroun vs Comores ait lieu, quatre mois -24 mars dernier- après le retrait des Lions indomptables à toutes activités de la Can, en novembre 2018.

**Elie-Dine Djouma**

## Fin d'exposition pour le Laboratoire d'Arts

# "Cette première nous a donné encore plus de motivation"

«Nous avons eu de bons retours. Les critiques ont été constructives. C'est une première expérience assez positive. Nous avons reçu beaucoup d'encouragements. Cela nous donne encore plus de motivation», manifeste le directeur artistique du Laboratoire d'Arts, Khairdine Abdou, sa satisfaction au terme d'une première exposition qui aura été plus ou moins éprouvante.

L'exposition mixte du Laboratoire d'Arts, ouverte le lundi 22 avril, initialement pour une semaine, a finalement joué les prolongations jusqu'au samedi 4 mai. L'événement, qui a été perturbé par les mauvaises conditions météorologiques, a dû, en effet, être prolongé d'une semaine. «Nous avons juste organisé le vernissage. Nous n'avons pas eu vraiment le temps de voir ce qu'on valait», justifie le directeur artistique, Khairdine Abdou, leur volonté de relancer l'exposition. La première de cette agence de communication visuelle et d'artisanat, lancée en janvier dernier, par un groupe de jeunes artistes de disciplines diverses. Toibibou Imame, Abdallah Moina Yannakis, Hassani Haslar, entre autres. Alors, forcément, les dégâts occasionnés par le cyclone Kenneth

ont été encore plus éprouvants. «Quand nous avons ouvert les portes, nous avons retrouvés les toiles par terre. Deux ou trois toiles ont été emportés par le vent. Les fuites au niveau du toit ont un peu écornés les photos».

### Dose supplémentaire de motivation

Pas de quoi, cela dit, entamer leur moral. «Quand je regarde l'arbre en face (un arbre à pain déraciné), je me dis qu'on s'en sort bien finalement», relativise-t-il, avec le sourire. Il a fallu fermer les locaux, effectuer quelques bricolages et rouvrir dès samedi, 27 avril, pour une autre semaine.

Artistes, diplomates, personnalités ou simples passionnés d'art, une cinquantaine de personnes ont visité les vingt-deux toiles et treize photographies exposées à

la Maison de l'écotourisme. «Nous avons eu de bons retours. Les critiques ont été constructives. C'est une première expérience assez positive. Nous avons reçu beaucoup d'encouragements. Cela nous donne encore plus de motivation», se réjouit l'artiste peintre, qui avoue, cependant, avoir espéré meilleure affluence. «Je m'attendais à plus de visiteurs. Une centaine, disons. Mais le secteur est encore jeune. Les gens ne trouvent pas forcément intéressant d'aller visiter des expositions. Ce genre d'événements peut, tout de même, aider à changer les choses», se veut-il confiant.

Quatre toiles ont trouvé preneurs lors de cette exposition-vente. Tout est bien qui finit bien : «un tel projet, entre le moment où on y pense et celui où on le réalise, il y a tellement d'émotions. C'est une très belle aventure» qui est appelée à se poursuivre, puisque les quatre jeunes talents espèrent sortir de Moroni, «investir d'autres villes, toucher un public autre que celui de la capitale». Pour l'instant, ils sont à la recherche d'un lieu pour les accueillir. «Nous

prendrons ce qui est accessible». Bonne route !

**Dsd**

**Directeur de la publication**  
Maoulida Mbaé

**Directeur général adjoint**  
Mmadi Moindjié

**Rédacteur en chef**  
Nassila Ben Ali

**Secrétaire de rédaction**  
Abdillah Saandi Kamba

**Service-Photo:** Ibrahim Youssouf, Chaarane Mohamed, Salim M.

**Réalisation :** Hadidja Mzé et Abdallah Iliassa (Faissoil).

**Directeur administratif et financier:**  
Mohamed Taoufik Thabit.

**Comptabilité :** Aminata Mohamed.

**Publicité :** Mariata Ahamada.

**Site web:**  
Halima Ismael

**Service Archives**  
Mohamed Soulé (Dada)

[www.alwatwan.net](http://www.alwatwan.net)  
B.P 984 Moroni  
Tel : (+269) 7734448/ 7733340